La filière bois se sent oubliée

MASSIF DE GASCOGNE Les entreprises du bois estiment que les plaies de l'après-Klaus ont été pansées inégalement

MICHEL MONTEIL
m.monteil@sudouest.fr

Serge Garbaye se dit écœuré. Il dirige la scierie familiale fondée en 1962 par son père, Guy, à Captieux. Depuis dix ans, son fils Antony travaille à ses côtés, et il devrait prendre la succession. Le conditionnel s'impose en ce début d'année. « Nos finances sont saines, mais, vu l'évolution du secteur, on va sans doute dire stop », lâche le chef d'entreprise (dix salariés).

Le propos est le même dans l'industrie du bois depuis le Médoc jusqu'au Périgord ou au sud des Landes. « Que ce soit dans le sciage, le déroulage, la fabrication de panneaux, le secteur connaît de grandes difficultés », constate Paul Lesbats, PDG de Lesbats Scieries d'Aquitaine et président de la Fédération des industries du bois d'Aquitaine (Fiba).

400 emplois perdus

L'an dernier, le Conseil général des Landes a fait réaliser une étude sur la filière de la transformation du bois. Au 1er janvier, le département comptait 58 entreprises de première et deuxième transformation. Trois liquidations judiciaires sont intervenues en cours d'année. Depuis 2008, 14 scieries landaises ont mis la clé sous la porte, entraînant la perte de 400 emplois.

La réduction du nombre de scieries est un phénomène national. Mais, à travers la modernisation des ateliers, le volume de sciages se maintient malgré tout. Sauf dans le massif de Gascogne, où, après un pic à 2 millions de mètres cubes en 2000, la tendance est à la baisse. « En quinze ans, le Sud-Ouest a perdu le tiers de son potentiel de sciage », dit Paul Lesbats. « Chaque fois qu'un confrère a disparu, nous n'avons pas récupéré de parts de marché », confirme Serge Garbaye.

À cette évolution structurelle se sont ajoutés les effets de la tempête Klaus de 2009, avec 40 millions de mètres cubes jetés au sol, soit cinq ans d'approvisionnement.

Aujourd'hui, les entreprises du bois de la région sont prises dans un effet de ciseaux. À la suite d'une forte baisse juste après la tempête, les prix du bois remontent, depuis deux ans pour les petits bois et depuis un an pour les moyens et gros bois. Le prix au mètre cube du bois acheté aux forestiers a ainsi augmenté de 30 à 50 % selon les catégories. Certes, font remarquer les sylviculteurs, ils n'ont fait que retrouver les prix de la fin des années 1980. « Mais on ne peut pas comparer les deux époques », nuance Paul Lesbats.

Un trou dans la ressource

L'ennui est que cette hausse intervient au moment où les industriels du bois affrontent la crise économique : recul du bâtiment, moindre intérêt pour les parquets et les lambris… La demande est faible, et, avec la concurrence des autres régions et pays, il est difficile de répercuter sur le produit fini l'augmentation du coût de la matière première. Par ailleurs, les industriels doivent composer avec de nouveaux usages, comme le bois énergie et la chimie verte.

Sauf à connaître un soudain retournement de conjoncture dans la construction, les entreprises du bois s'attendent à une période « difficile à passer d'ici à 2025 ». Les stocks de bois de l'après-Klaus vont s'épuiser en 2015 ou 2016, et les arbres issus du reboisement ne seront pas encore en âge d'être coupés. Un « trou dans la ressource » qui va maintenir des prix hauts.

« Dans ce contexte, nous avons des craintes pour les petites scieries, certaines arrêteront ou bien il y aura des rapprochements », pronostique Rémi Garuz, président du Crédit agricole d'Aquitaine. Observateurs de la santé de leurs clientes, les TPE, les centres de gestion agréés d'Aquitaine constatent que l'indice d'évolution du chiffre d'affaires des petites scieries est passé de 100, en 2010, à 86,7, en 2013. Dans le même temps, l'ensemble du secteur forestier surfait sur un indice 105-107.

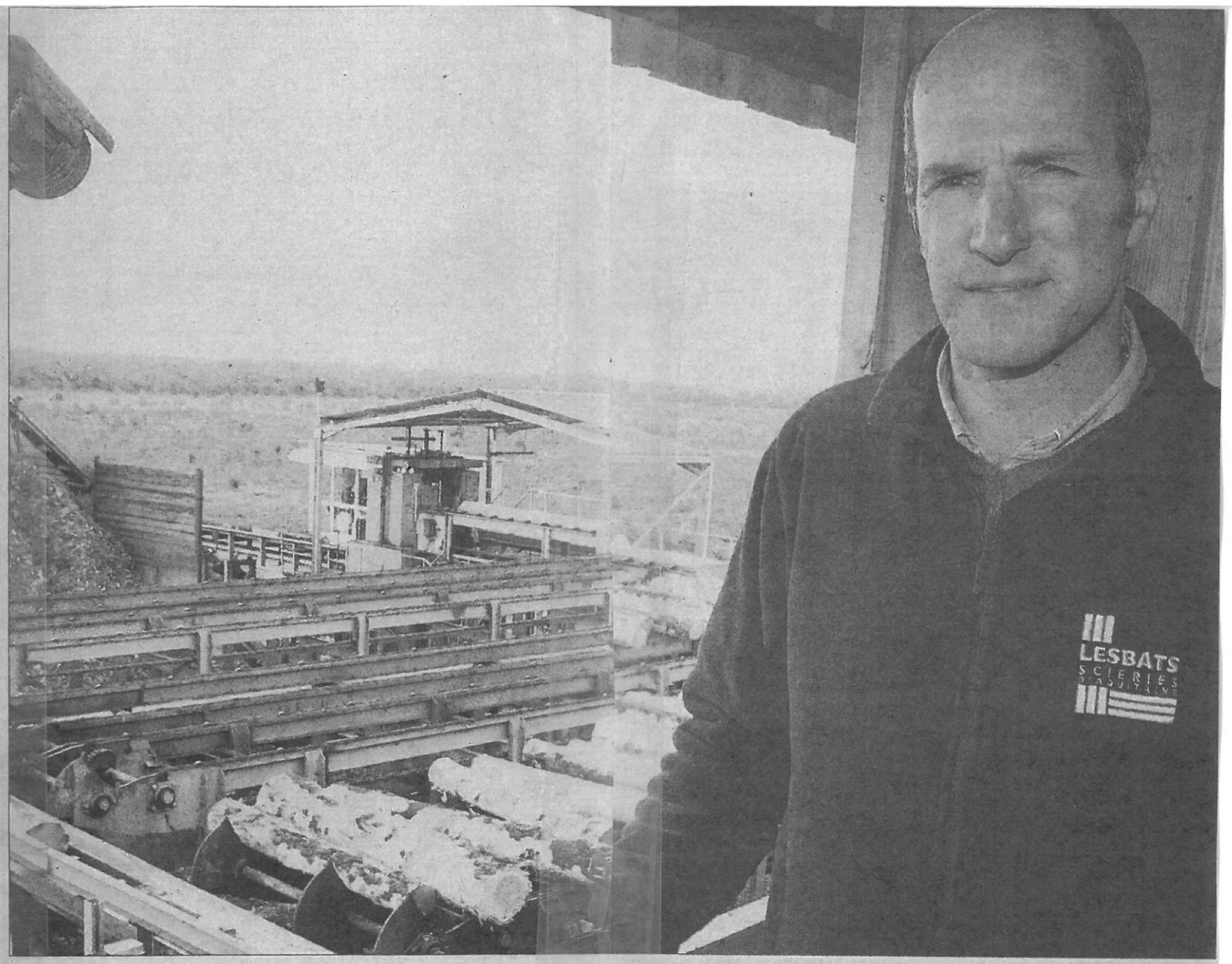
Paul Lesbats évoque le « désarroi de certains chefs d'entreprise », scieurs et fabricants de panneaux de particules. « Il y a un risque de disparition de PME à très court terme », prévoit-il. Selon la Fiba, une centaine de sociétés seraient « en grand danger, et, avec elles, entre 10 000 et 15 000 emplois ».

Sauver Gascogne, oui mais…

« À terme, il ne restera plus que les gros, et les propriétaires forestiers n'auront plus qu'un interlocuteur », met en garde Serge Garbaye. Paul Lesbats ne souhaite pas rouvrir la vieille querelle. « Mon leitmotiv a toujours été d'avoir les meilleures relations avec les sylviculteurs, dit-il. À long terme, on a plus de choses à partager que de motifs de division. » La Fiba se tourne plutôt vers les pouvoirs publics. Après Klaus, c'est toute la filière forestière qui a eu besoin de soins intensifs. Or, ils n'auraient pas été prodigués de façon égale. « Nous aussi avons besoin d'être temporairement sous perfusion », supplie la Fiba.

Une double allusion. D'une part aux sylviculteurs, qui ont reçu des aides au dégagement des bois et au reboisement. Et, à travers eux, aux fournisseurs de plants et aux entreprises de travaux forestiers. D'autre part au sauvetage du groupe Gascogne, que les industriels saluent tout en y décelant un brin d'iniquité. « Un sauvetage isolé peut contribuer à déstabiliser une filière, on ne peut sauver Gascogne et ignorer les autres », lâche Paul Lesbats.

La Fiba a écrit au ministère de l'Agriculture, à l'administration régionale et au Conseil régional pour demander des mesures sociales et fiscales. Sans réponse jusqu'à présent.



Paul Lesbats dans la scierie familiale, au cœur de la forêt de pins, à Saint-Perdon. PHOTO PASCAL BATS/« SUD OUEST »

UN DÉBAT « SO ÉCO »

Le 12 mars à Dax

L'impact de la hausse des prix du bois, l'avenir de la filière régionale forêt-bois (2,6 milliards d'euros, 34 000 emplois directs). Ces sujets seront abordés le jeudi 12 mars à 9 heures, au casino Barrière de Dax, lors d'un petit déjeuner-débat « Sud Ouest Éco ». Seront présents Dominique Coutière, PDG du groupe Gascogne, Christian Pinaudeau, secrétaire général du Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest, Jack Bouin, directeur général du Crédit agricole d'Aquitaine, Stéphane Latour, directeur de la Fiba, et Stéphane Viéban, directeur général d'Alliance forêts bois.

Inscriptions : communication@sudouest.fr